

**ARRÊTÉ N° 2023-125 PORTANT PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 3
DU PLUi-H**

Le Président de la Communauté de Communes du Haut-Chablais,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu l'article L 153-41 du Code de l'Urbanisme précisant le champ d'application de la modification simplifiée d'un PLU,

Vu l'article L 153-45 du Code de l'Urbanisme précisant les modalités de prescription d'une modification simplifiée d'un PLU,

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022-127 du 13 septembre 2022 approuvant le PLUi-H de la CCHC,

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023-024 du 28 mars 2023 validant les changements à apporter au PLUi-H approuvé le 13/09/2023 pour répondre aux attentes de l'Etat dans le cadre de son recours gracieux,

Vu la délibération du conseil municipal de Lullin du 24 mai 2023 sollicitant une modification sur l'OAP LUL 04 – FRICHE MOREL,

Vu la délibération du conseil municipal de Les Gets du 19 juin 2023 indiquant une incohérence sur les densités de nombre de lits demandées entre les OAP : GET 06 – LES BOURNEAUX et GET 04 – PLAN FERT,

Vu la délibération du conseil municipal de Morzine du 27 juillet 2023 sollicitant une modification de l'emprise du Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement (PAPAG) du secteur Zone du Plan,

Considérant l'exposé fait en réunion du conseil communautaire du 12 décembre 2023 sur les modifications à apporter aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) des communes de Lullin et de Les Gets et de l'emprise du PAPAG de la commune de Morzine,

Considérant que ce point justifie que le PLUi-H fasse l'objet de modifications mineures n'ayant pas pour effet :

- ni de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- ni de diminuer ces possibilités de construire ;*
- ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser;*

Considérant que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification simplifiée du PLUi-H,

Considérant que l'objectif de cette modification ne va pas à l'encontre du PLUi-H approuvé et notamment du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Considérant qu'il appartient au Président de la CCHC de prendre l'initiative de cette modification simplifiée en vertu de l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme,

ARRETE

ARTICLE 1 : En application des dispositions des articles L.153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme, la modification simplifiée n° 3 du PLUi-H est prescrite et engagée selon les modalités définies aux articles suivants.

- ARTICLE 2** : Le projet de modification simplifiée n° 3 portera sur :
- la correction de l'OAP LUL04 – Friche Morel – de Lullin afin de permettre une urbanisation par tranche opérationnelle,
 - la correction de l'OAP GET04 – Plan Fert – de Les Gets afin de réduire la densité pour une mise en cohérence avec l'OAP GET06 – Les Bourneaux.
 - la réduction du PAGAG – Zone du plan – de Morzine.
- ARTICLE 3** : Le projet sera notifié au Préfet et au Personnes Publiques Associées (PPA) avant sa mise à disposition au public.
- ARTICLE 4** : Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les PPA seront mis à la disposition du public pendant un mois, dans les conditions lui permettant de formuler ses observations qui seront enregistrées et conservées.
- ARTICLE 5** : Les modalités de mise à disposition du public seront précisées par délibération du conseil communautaire et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition conformément à l'article L 153-47 du Code de l'Urbanisme.
- ARTICLE 6** : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la CCHC durant un mois. Une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R 153-21 du Code de l'urbanisme.

Fait à Le Biot, le 12 décembre 2023

Le Président,
Fabien TROMBERT

Le Président,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

